# REPUBLIQUE DE GUINEE

MINISTERE DU BUDGET





# ALLOCUTION DE MONSIEUR LE MINISTRE DU

**BUDGET** 

**JOURNEE DU SECTEUR PRIVEE** 

# Mesdames et Messieurs

A l'occasion de la célébration du soixante-septième anniversaire de notre indépendance, je suis honoré de m'adresser à vous, en cette circonstance solennelle.

Le 2 octobre 1958, notre peuple, guidé par une volonté inébranlable, choisissait la liberté, la dignité et la souveraineté. Ce choix historique, porté par le courage de nos pères fondateurs, nous engage aujourd'hui à poursuivre leur œuvre avec vision en prenant tout simplement conscience qu'une indépendance politique reste inachevée sans une souveraineté économique.

Cette vision, est celle de **Son Excellence Monsieur le Président de la République**, **le Général Mamadi Doumbouya**. À travers le **PROGRAMME SIMANDOU 2040**, la Guinée réaffirme son ambition de bâtir une économie forte, inclusive et souveraine.

le **Programme Simandou 2040** incarne notre volonté collective : faire de la Guinée une puissance économique, fondée sur (1) la valorisation de ses ressources naturelles, (2) le développement de son capital humain, première richesse d'une nation, à travers **le label SIMANDOU ACADEMY**, et (3) l'énergie créatrice de son secteur privé. Car c'est bien ce secteur privé, moteur d'innovation,

de création d'emplois et de richesses, qui portera la transformation économique que nous appelons de nos vœux.

Ce 67° anniversaire n'est pas seulement une commémoration : c'est un appel à reconnaitre que notre indépendance passe par notre souveraineté économique et que cette souveraineté économique se matérialise par les trois éléments que je viens de citer, à savoir la valorisation de nos richesses au bénéfice de tous, l'investissement dans le capital humain et la promotion du secteur privé. D'où le choix du thème de cette année – "S'inspirer du passé pour construire le futur ensemble : Souveraineté économique".

Construire le futur ensemble suppose aussi que chacun joue sa partition. Comme le disait un grand penseur africain : "Le développement, ce n'est pas ce qu'on reçoit, c'est ce qu'on construit ensemble."

# Mes dames et Messieurs,

Depuis le 5 septembre 2021, notre pays s'est engagé dans un processus de refondation. Sous le leadership de Son Excellence Monsieur le Président de la République, le Général Mamadi Doumbouya, la Guinée a retrouvé la stabilité politique, créant un climat de sérénité propice aux investissements. La paix et la sérénité dans lesquelles s'est déroulé le referendum du 21 septembre 2025 sont les derniers témoignages de cette stabilité politique. Et l'élection présidentielle du 28 décembre de cette année viendra consolider cet état fait. Cette stabilité politique a favorisé un flux sans précédents d'investissements directs étrangers (IDE) touchant l'ensemble des secteurs économiques du pays, avec une

concentration notable dans le secteur minier. Cet afflux d'IDE a eu un effet de ruissèlement sur tous les secteurs sociaux économiques du pays, contribuant à la création d'emplois, à l'amélioration des infrastructures et à l'élargissement des opportunités économiques pour nos populations.

# Mesdames et Messieurs,

Durant les quatre années de prise de responsabilité du CNRD, les performances macroéconomiques sont indéniables malgré un contexte national marqué par l'explosion du principal dépôt de carburant, des inondations, dégâts des eaux et autres effets négatifs du changement climatique qui ont endeuillé la population guinéenne. Je vous fais ici l'économie de citer les difficultés générées par le contexte international. Pourtant, en dépit de ce double contexte défavorable, la Guinée a su maintenir le cap. Aujourd'hui, l'inflation poursuit sa tendance baissière, se situant à 2,2 %, en glissement annuel, à fin juin 2025. Durant la phase de construction du projet Simandou, la Guinée a enregistré des taux de croissance largement au-dessus de la moyenne Africaine.

A partir de 2026, l'économie guinéenne entrera dans une nouvelle phase de croissance à deux chiffres pendant plusieurs années.

Ce dynamisme économique, porté par des investissements stratégiques et des réformes structurelles, a propulsé la Guinée au rang de deuxième économie d'Afrique de l'Ouest francophone.

Cette montée en puissance a été récemment consacrée par une note souveraine inaugurale par Standard & Poor's, de B+ avec une perspective stable. (En Afrique de l'Ouest, il n'y a que la Côte

d'Ivoire et le Benin dont les notes sont légèrement au-dessus de la nôtre). Cette notation témoigne de la crédibilité de notre pays sur les marchés financiers internationaux, et ouvre la voie à une mobilisation accrue des financements extérieurs pour soutenir les projets structurants du **programme Simandou 2040** mais également les projets du secteur privé guinéen. Cette notation est également très importante pour le secteur privé. Il s'agit d'un signal fort adressé aux investisseurs : désormais, vos créanciers, qu'ils soient nationaux ou internationaux, disposent d'un cadre d'analyse fiable et reconnu pour évaluer, avec précision et objectivité, les risques macroéconomiques liés à vos activités. Cette transparence renforce la confiance, facilite l'accès au crédit, et contribue à l'essor d'un tissu entrepreneurial dynamique, compétitif et résilient.

### **Mesdames et Messieurs**

Le Ministre du Budget que je suis ne saurait vous parler de souveraineté et de performance économiques sans évoquer les leviers fondamentaux que sont les recettes, les dépenses et la fiscalité. Car c'est à travers ces instruments, que le ministère que j'ai l'honneur de diriger œuvre quotidiennement à la consolidation de notre souveraineté économique.

Depuis la prise de responsabilité **du Président Mamadi Doumbouya**, les recettes fiscales ont bondi de 139 %, passant de 18 860 milliards de GNF en 2020 à 45 000 milliards de GNF en 2025. Rien que cette année, de janvier à août 2025, les recettes fiscales totales ont augmenté de près de 60%, comparé à leur niveau de l'année dernière.

Mais notre action ne s'arrête pas là. Pour bâtir une économie souveraine, il nous faut aussi un **climat des affaires dynamique et compétitif** au profit du secteur privé. C'est à cet effet que nous œuvrons tous les jours à la création des entreprises, à la réduction des lourdeurs administratives, à l'établissement d'un cadre de concertation permanent entre l'Etat et le Secteur Privé.

Enfin, nous œuvrons constamment à adapter notre cadre fiscal dans une logique d'attractivité et de performance. En cela, notre objectif est clair : encourager la production locale, favoriser l'investissement privé, national et étranger, et promouvoir les industries et les Petites et Moyennes Entreprises.

À cet égard, plusieurs incitations fiscales, visant par exemple à renouveler le parc automobile, sont envisagées dans la prochaine Loi de finances rectificative 2025. Il s'agit par exemple, d'exonérer de TVA l'importation des véhicules neufs et utilitaires, en vue de les rendre accessible à notre classe moyenne.

Dans un contexte de profonde transformation économique, le Ministère du Budget a engagé des réformes ambitieuses, innovantes et structurantes :

- Mise en place du SAFIG-2, un système moderne et sécurisé, qui rend désormais obligatoires les déclarations et paiements en ligne via e-Tax. Ce dispositif garantit une traçabilité complète des transactions et une réduction significative des risques de fraude.
- Paiement en ligne des déclarations douanières à travers le GUCEG, une plateforme automatisée et transparente, qui

facilite les encaissements et renforce la fiabilité des opérations.

- Automatisation du suivi des rapatriements de devises, en partenariat avec la BCRG, pour une gestion rigoureuse et efficace des flux financiers extérieurs.
- Lancement du Port Community System (PCS) à Conakry, un outil logistique intelligent, avec une extension prévue à Moribaya, Dapilon et Boké, pour une gestion fluide et coordonnée des opérations portuaires.
- Déploiement de la plateforme SONOYAH dans toutes les préfectures, permettant une exécution directe, rapide et autonome des crédits des services déconcentrés, une interconnexion harmonisée des systèmes, et un suivi instantané des dépenses.
- Un Budget 2025, cohérent, réactif et aligné sur les priorités du programme Simandou 2040, exécutoire dès la première semaine de l'année, garantissant une mise en œuvre efficace des politiques publiques

# **Mesdames et Messieurs**

Rien de ceci n'aurait été possible sans le leadership du Président Mamadi Doumbouya. D'autres pays ont des richesses minières comparables à celles des gisements de fer de Simandou mais tout dépend de ce que l'on en fait et des conditions de paix et de stabilité que l'on crée. Ici, en Guinée, le Président Mamadi Doumbouya l'a fait.

#### Mesdames et messieurs

La souveraineté économique que nous célébrons cette semaine n'est pas une tâche exclusive de l'État. Elle est **notre responsabilité commune**. C'est une œuvre que nous devons bâtir ensemble, en mettant en synergie nos forces, nos compétences, et notre volonté d'agir.

Le secteur privé a un rôle historique à jouer, en créant de l'emploi, valorisant le **Branding Guinée**, investissant dans les chaînes de valeur locales pour une participation active à l'industrialisation de notre économie.

Face à un environnement international en perpétuelle mutation, et dans une Guinée qui accueille désormais des projets transformateurs d'envergure mondiale, à l'image du projet Simandou ou de la raffinerie d'alumine de Boffa, lancée cette année, notre secteur privé est appelé à redoubler d'efforts pour rester compétitif, résilient et stratégiquement positionné.

Il vous appartient désormais de vous orienter résolument vers des partenariats stratégiques, porteurs de valeur ajoutée, favorables au transfert de compétences et de technologies, afin de faciliter votre intégration durable dans les chaînes de valeur minières en pleine expansion. C'est à ce prix que le secteur privé guinéen pourra pleinement jouer son rôle de moteur de croissance, d'innovation et de création d'emplois dans la nouvelle économie nationale qui se dessine.

Un premier défi pour ce secteur privé est l'effort de remobilisation de la main-d'œuvre du Projet Simandou (plus 55 mille emplois), l'acquisition et l'utilisation des équipements qui ont servi à la construction des infrastructures du projet Simandou.

L'État, de son côté, demeurera un facilitateur engagé et un partenaire fiable. Il continuera à écouter, à accompagner, et à créer les conditions d'une croissance inclusive, durable et souveraine. Ses priorités immédiates restent claires : l'amélioration du cadre juridique, la construction d'infrastructures routières robustes, et l'assainissement de notre cadre de vie, pour garantir un environnement propice à l'investissement et au bien-être des citoyens.

Ainsi, nous bâtissons ensemble un avenir fondé sur l'État de droit, la stabilité institutionnelle et la prospérité partagée. C'est au prix de ces efforts conjoints, et de la synergie constructive entre l'État et le secteur privé, que nous parviendrons à réaliser pleinement notre souveraineté économique

Que Dieu bénisse la Guinée.

Je vous remercie.